

MONDIALISATION ET RÉGIONALISATION DES FLUX MIGRATOIRES

Catherine Wihtol de Wenden
CNRS/CERI

Source : Alia Gana, Yann Richard (dir.), *La régionalisation du monde : construction territoriale et articulation global/local*, IRMC-Karthala, Paris, 2014, 186-194.

flux migratoires
frontières
migrations
mondialisation
réfugiés
régionalisation

8-17

Presque toutes les régions du monde sont concernées par les migrations, internes et internationales. Si les catégories de migrants et de pays sont devenues plus floues en se mondialisant, la mondialisation des migrations s'accompagne aussi et paradoxalement d'une régionalisation des flux migratoires.

À l'échelle mondiale, les migrations s'organisent géographiquement en systèmes migratoires complexes autour d'une même région où des complémentarités se construisent entre zones de départ et d'accueil.

Celles-ci correspondent à des proximités géographiques, à des liens historiques, linguistiques et culturels, à des réseaux transnationaux construits par les migrants, à la rencontre de facteurs d'appel (« pull ») et de départ (« push ») de main d'œuvre qui forment un espace formel ou informel de circulation, accompagné ou non de facilités institutionnelles de passage. Malgré l'existence de diverses formes de regroupements, la régionalisation l'emporte dans la logique des flux.

En ce début du XXI^e siècle, les migrations internationales ont pris un essor sans précédent. Mais, à la différence du passé, ce ne sont plus les Européens qui ont émigré de par le monde, l'Europe étant au contraire devenue l'une des premières destinations migratoires, en proie à un déclin démographique, mais la planète entière qui est en mouvement, notamment le sud. De nouvelles destinations se sont fait jour, comme les pays du Golfe, le continent africain, certains pays asiatiques, tandis que des pays de départ sont devenus des pays d'accueil et de transit, comme l'Europe du sud, puis le Mexique, la Turquie et les pays du Maghreb. Ces migrations se sont mondialisées depuis trente ans, et ont triplé depuis le milieu des années 1970 : 77 millions en 1975, 120 millions en 1999, 150 millions au début des années 2000, près de 240 millions aujourd'hui. Ce processus va se poursuivre car les facteurs de la mobilité ne sont pas près d'avoir disparu : écarts entre les niveaux de développement humain (qui combinent l'espérance de vie, le niveau d'éducation et le niveau de vie) le long des grandes lignes de fracture du monde, crises politiques et environnementales, productrices de réfugiés et de déplacés, baisse du coût des transports, généralisation de la délivrance des passeports y compris dans les pays d'où il était hier difficile de sortir, absence d'espoir dans les pays pauvres et mal gouvernés, rôle des media, prise de conscience que l'on peut changer le cours de sa vie par la migration internationale.



Carte 1 : Les flux migratoires dans le monde

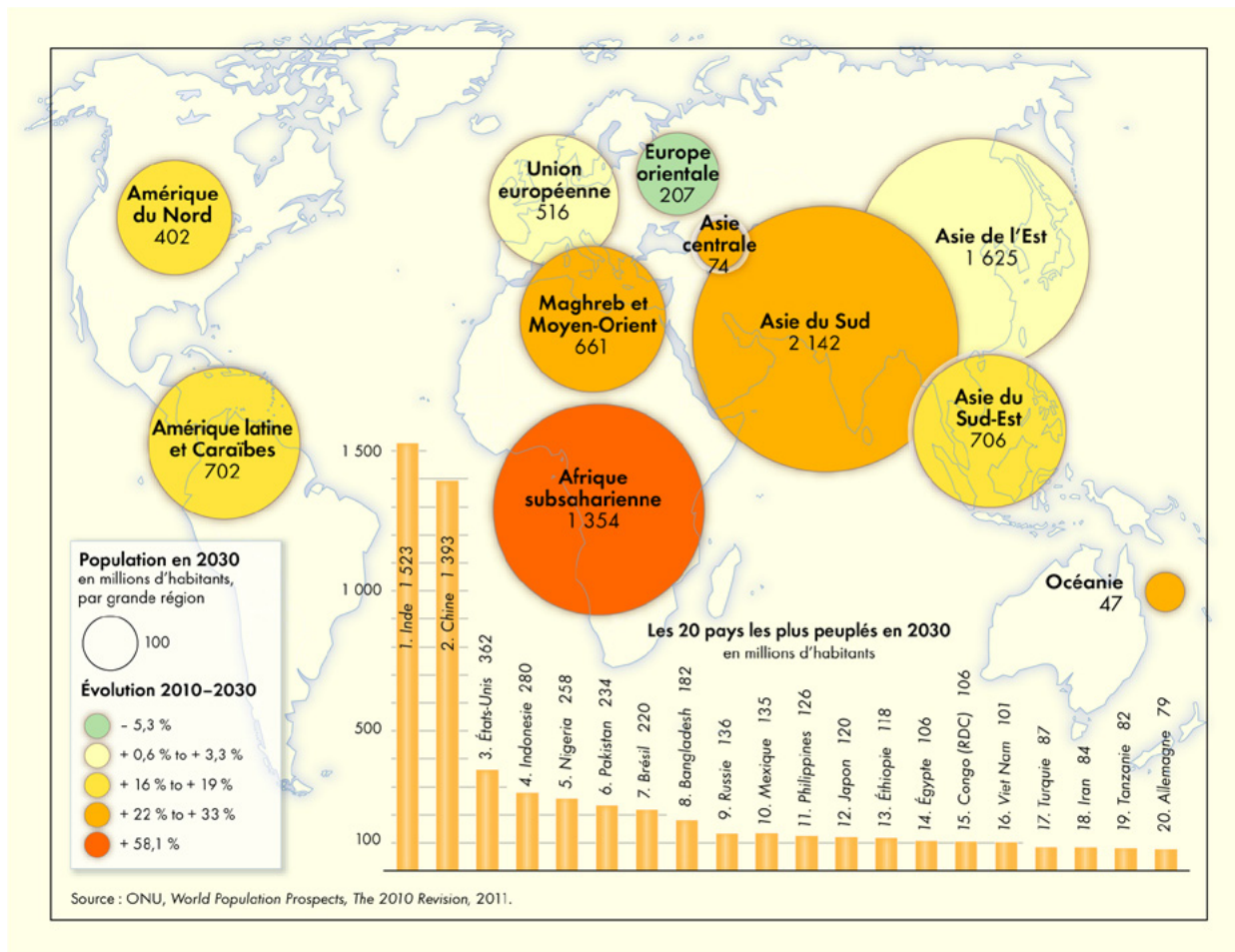
MONDIALISATION ET RÉGIONALISATION DES FLUX

Cette lente mutation s'est effectuée en vingt ans, tandis que les migrations se sont globalisées, les mêmes causes (urbanisation et métropolisation du monde, pression démographique, chômage, information, transnationalisation des réseaux migratoires) produisant partout les mêmes effets (entrée en mobilité de populations hier sédentaires, bien que les plus pauvres ne soient pas encore partis). Certains lieux sont particulièrement investis par les nouveaux flux, comme les îles de la méditerranée, les îles caraïbes, certaines frontières aussi (en Thrace, entre la Grèce et la Turquie) car elles distinguent le monde de la libre circulation de celui des frontières fermées au plus grand nombre. De nouveaux pays, comme les pays émergents, les « BRICS » (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du sud) attirent. Dans le même temps, d'immenses migrations internes ont cours : il y a autant de migrants chinois à l'intérieur de la Chine que de migrants internationaux à l'échelle mondiale, autour de 240 millions.

Presque toutes les régions du monde sont concernées par les migrations, internes et internationales. Si les catégories de migrants et de pays sont devenues plus floues en se mondialisant, la mondialisation des migrations s'accompagne aussi et paradoxalement d'une régionalisation des flux migratoires. À l'échelle mondiale, les

migrations s'organisent géographiquement en systèmes migratoires complexes autour d'une même région où des complémentarités se construisent entre zones de départ et d'accueil. Celles-ci correspondent à des proximités géographiques, à des liens historiques, linguistiques et culturels, à des réseaux transnationaux construits par les migrants, à la rencontre de facteurs d'appel (« pull ») et de départ (« push ») de main d'œuvre qui forment un espace formel ou informel de circulation, accompagné ou non de facilités institutionnelles de passage. Malgré l'existence de diverses formes de regroupements informels (« couples migratoires » où l'essentiel des migrants vient d'un même pays pour aller dans un seul autre pays, comme entre l'Algérie et la France, migrations diasporiques où un même groupe construit des liens avec plusieurs pays d'accueil, comme les Italiens, les Marocains ou les Turcs, ou encore saupoudrage de migrations mondialisées dans de nombreux pays comme les Indiens -30 millions- et les Chinois -50 millions- dans le monde), la régionalisation l'emporte dans la logique des flux. Ainsi dans une région du monde donnée, il y a plus de migrants venant d'une même région que d'autres régions du monde¹.

¹ Sur la notion de système migratoire, initialement définie par Douglass Massey et al. au début des années 1990, « Theories of International Migration : a review and appraisal », *Population and Development Review*, 19 (3), 1993, pp. 431-466, voir aussi Catherine Wihtol de Wenden, *La Globalisation humaine*. Paris, PUF, 2009.



Carte 2 : Croissance démographique : perspectives pour 2030

Il en va ainsi du continent américain : l'essentiel des flux migratoires vers les États-Unis (38 millions de personnes nées à l'étranger) provient d'Amérique latine et des Caraïbes et, dans les pays d'Amérique du sud, les pays d'accueil (Argentine, Brésil, Chili, Venezuela) reçoivent surtout des migrants originaires des pays voisins, andins et centre américains notamment (Colombie, Bolivie, Pérou, Equateur, Salvador, Honduras). Dans le « Brasiguay », les Brésiliens viennent mettre en valeur les terres du Paraguay dont les paysans vont travailler au Brésil. Ce n'était pas le cas dans le passé, lointain et proche, il y a quelques décennies, où les Européens ont constitué l'essentiel du contingent pour les États-Unis, le Canada, l'Argentine et le Brésil. Même scénario pour l'Europe qui, avec quelques 30 millions d'étrangers, fonctionne en synergie migratoire avec la rive sud de la méditerranée et l'Afrique sub-saharienne jusqu'à l'équateur, l'Afrique du sud absorbant l'essentiel des flux de l'Afrique australe. Hier les Européens étaient présents dans ces régions à des fins d'exploration, de colonisation,

de missions et de commerce (les 3 « M » en Afrique, militaires, missionnaires et marchands). Le monde russe constitue un autre système migratoire avec environ 13 millions d'étrangers en Russie. Des mouvements centrifuges et centripètes devenus intenses depuis la chute du mur de Berlin en 1989 reconfigurent l'ancienne URSS : la Russie vieillissante attire par ses ressources naturelles et ses besoins de main d'œuvre les populations des républiques musulmanes devenues indépendantes qui ont gardé des liens culturels forts avec elle (Ouzbékistan, Kazakhstan, Tadjikistan, Azerbaïdjan) ainsi que ses voisins chinois le long de sa frontière orientale. Le soviétisme, la langue russe et la suppression des visas entre la CEI et la Fédération de Russie constituent un réseau migratoire privilégié². L'Asie du sud-est, qui détient les plus grandes réserves migratoires du monde avec l'Inde et la Chine, forme un autre système migratoire :

² Anne de Tinguy, *La grande migration. La Russie et les Russes depuis l'ouverture du rideau de fer*. Paris, Plon, 2004.

des pays riches et/ou vieillissants comme le Japon, la Corée du sud, mais aussi Taï Wan, Singapour attirent une migration chinoise. Les Philippines, où un habitant sur dix vit à l'étranger, constituent une abondante main d'œuvre dans la région mais aussi au-delà, dans le Golfe, en Europe et aux États-Unis. Malaisie et Thaïlande sont, au gré de la conjoncture, tantôt des pays d'accueil, tantôt des pays de départ dans la région. L'Australie et la Nouvelle Zélande, hier largement peuplées d'Européens sont alimentées par une migration venant d'Asie du sud-est. La migration indienne et pakistanaise irrigue également la région, tout en étant aussi mondialisée que la migration chinoise. Les pays du Golfe, riches et peu peuplés, attirent de leur côté une migration sud-sud provenant de la rive sud de la méditerranée (Égypte, Maghreb, corne de l'Afrique), du Pakistan et des Philippines.

DE NOUVELLES SITUATIONS MIGRATOIRES

Cette régionalisation des flux migratoires se combine avec de nouvelles migrations transversales intercontinentales. Les plus récentes sont les migrations chinoises en Afrique : le Maghreb, l'Afrique sub-saharienne, riches en matières premières (pétrole, minéraux, pêche, bois) et demandeurs d'infrastructures (téléphone, internet, bâtiment et travaux publics) reçoivent une migration chinoise d'affaires et de main d'œuvre temporaire qui se fournit en ressources de la mer et du sous-sol. Les migrations nord-sud forment de leur côté de nouvelles situations migratoires : le « Britishland » en France en est un exemple, avec les Britanniques venus s'installer dans sa partie ouest (Normandie, Bretagne, Aquitaine). Ces migrations de retraités plus ou moins aisés sont aussi présentes en Espagne (Allemands, Anglais), au sud du Portugal (Anglais), en Grèce, au Maroc, en Tunisie et au Sénégal (Français). On trouve le même phénomène aux Caraïbes pour les Américains et les Canadiens. La Bulgarie, depuis son entrée dans l'Union européenne en 2004, cherche aussi à jouer cette carte. Ces migrations sont le prolongement du tourisme international, où les avantages comparatifs du coût de la vie, de la qualité des services et du climat plaident en faveur des pays ensoleillés. D'autres migrations intercontinentales, de mineurs non accompagnés ou de jeunes à la recherche d'emploi ou d'asile viennent compléter ce paysage de plus en plus fragmenté : Afghans désireux de passer en Angleterre, prostituées d'Europe de l'est et des Balkans, avec une importante prise de risques.

Beaucoup de systèmes migratoires régionaux formés par la logique des flux entre pays de départ et d'arrivée sont entravés dans leur logique par les politiques de contrôles aux frontières. Ainsi, l'Europe fonctionne en

synergie migratoire par rapport à la rive sud de la méditerranée, pour des raisons géographiques mais aussi historiques, culturelles, économiques et démographiques, les États-Unis par rapport au Mexique, la Turquie et la Russie par rapport à leurs voisins. Des zones de fracture du monde se dessinent ainsi, qui sont à la fois des zones d'intense migration et de contrôles très dissuasifs. Avant d'aborder l'Europe, dans sa relation avec ses voisins du sud méditerranéen, nous évoquerons d'autres lignes de fracture : États-Unis/Mexique, l'Australie et ses voisins, la Russie et le monde russe ; d'autres, non traités ici, sont aussi des cas d'école comme le Japon dans son environnement sud-est asiatique.

ÉTATS-UNIS/MEXIQUE : LE SYNDROME DE LA FRONTIÈRE

Les pays du Nouveau monde, États-Unis, Canada, Australie, Nouvelle Zélande ont en commun d'avoir été des colonies britanniques, d'être régis par le droit du sol, comme le Royaume Uni, de partager la langue anglaise et surtout d'être ou d'avoir été des pays d'immigration de peuplement. On y compte le nombre d'étrangers non pas d'après le nombre des non nationaux, mais d'après le nombre de personnes nées à l'étranger par pays de naissance, du fait d'une acquisition rapide de la nationalité par le jeu du droit du sol. Les États-Unis, premier pays d'immigration au monde par le nombre de ses personnes nées à l'étranger (40 millions, un maximum jamais atteint depuis 1910) mais aussi par celui de ses demandeurs d'asile annuels (75 000), de ses sans papiers (évalués entre 11 à 13 millions) et par le volume de personnes autorisées chaque année par le Congrès à y entrer (un million), se distinguent néanmoins dans leur politique d'immigration des autres grands pays d'immigration d'installation en ce qu'ils n'appliquent pas un système d'entrées fondé sur les permis à points, qui prendrait en compte essentiellement la qualification des candidats à l'entrée. Le système américain mêle en effet une immigration légale de regroupement familial et de travail, insatisfaisant pour sa politique d'attraction des élites. Cette carence est à l'origine de la création du visa H1B pour la venue des experts et des qualifiés (informatique, biotechnologies, services bancaires et financiers notamment), dont l'usage se massifie à partir de 1990. En vertu de ce système d'immigration resté ouvert, on peut y tirer au sort sa *green card* (permis de travail et de résidence) dans les consulats américains d'Europe, d'Asie et d'Afrique car le pays cherche à équilibrer les origines de ses nouveaux venus.

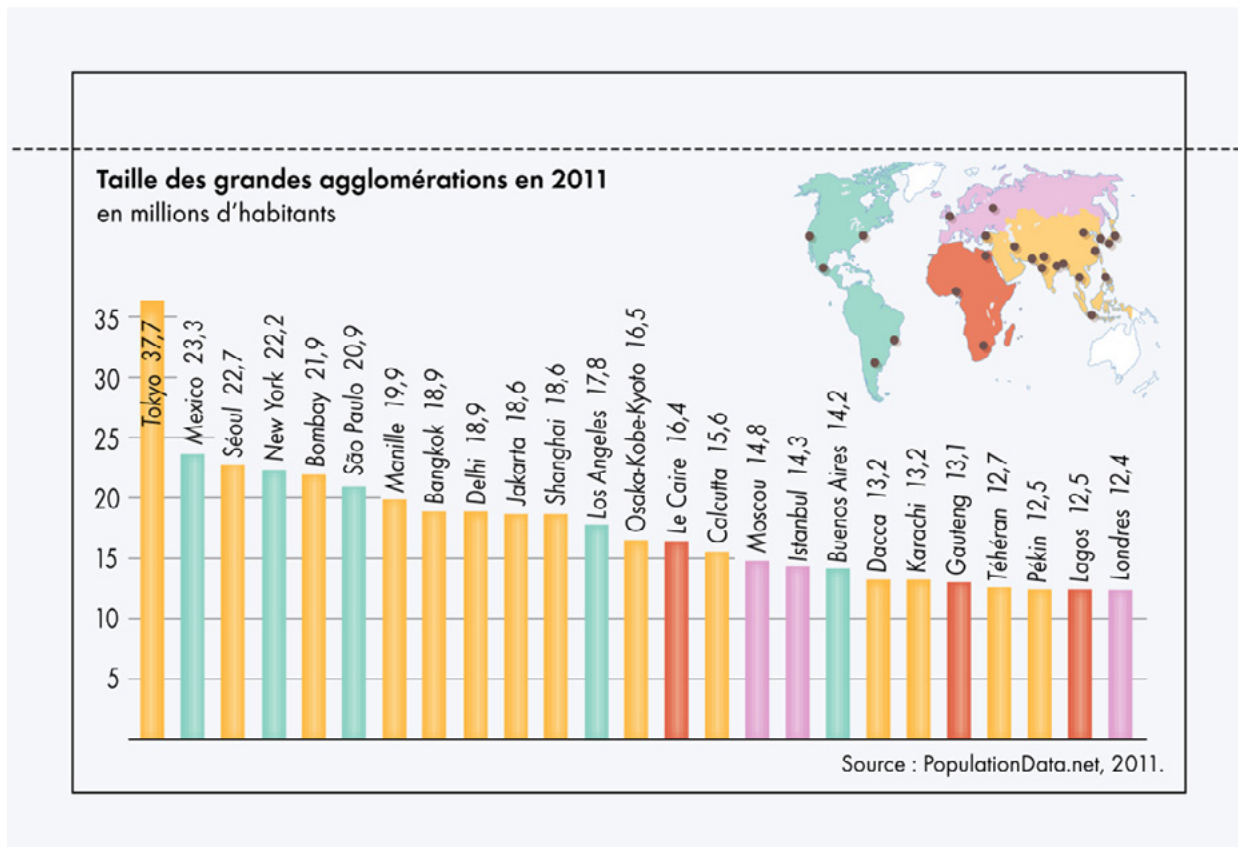
Les Mexicains et autres Latino-américains forment aujourd'hui la moitié de l'immigration dans le pays. En 2050, selon l'*US Census Bureau*, les États-Unis

devraient être pour la première fois un pays composé par une majorité de minorités ethniques non blanches (Latino-américains et Asiatiques). 11,3 millions d’immigrés détiennent la nationalité américaine et cherchent à faire entendre leur voix par l’exercice du vote, notamment les « Chicanos », d’origine mexicaine. Les années 2000 avaient vu se développer les négociations avec le Gouvernement mexicain de Vicente Fox sur la gestion de la frontière et la condition des sans-papiers, mais celles-ci ont pris fin après le 11 septembre 2001.

Malgré les nombreux traités qui sont venus consacrer l’intégration régionale dans la région (ALENA, accord de libre-échange nord-américain appelé NAFTA en anglais, entre les États-Unis, le Canada et le Mexique entré en vigueur en 1994, Pacte andin, Marché commun centroaméricain, Mercosur associant l’Argentine, le Brésil, le Paraguay et l’Uruguay depuis 1995) la frontière entre les États-Unis et le Mexique est à la fois la plus contrôlée et la plus traversée du monde compte tenu des clivages socio-économiques existants dans la région : 43 % de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté en Amérique latine, 95 millions de personnes ont en situation d’extrême pauvreté et l’on compte 13 millions d’immigrés mexicains aux États-Unis (29 % des

migrants de ce pays). La raison pour laquelle les accords NAFTA ont été adoptés est qu’ils étaient censés limiter l’immigration mexicaine, ce qui n’a pas été le cas, mais ils ont favorisé les débouchés extérieurs de l’agriculture mexicaine.

Le Mexique est ainsi devenu un pays d’accueil et de transit pour les Mexicains et les migrants d’Amérique centrale. C’est aussi le premier foyer mondial d’immigration, le premier pays de départ vers les États-Unis (528 000 appréhendés à la frontière en 2009, un chiffre en baisse, et 283 000 reconductions) et le numéro un mondial des transferts de fonds, seconde ressource après le pétrole. Le mur dit « de l’humiliation » sur un tiers de la frontière qui le sépare des États-Unis, voté par le Congrès américain pour 1, 2 milliard de dollars, n’a pas dissuadé les quelques 400 000 Mexicains et 100 000 Centraméricains qui tentent chaque année l’aventure. Pour les populations indiennes qui s’inscrivent aujourd’hui aussi dans la migration, l’exode rural interne vers Mexico précède souvent la migration internationale. Une intense activité transnationale (associations, entreprises) relie les migrants installés aux États-Unis à leurs pays d’origine, dépendants des transferts de fonds. De leur côté, plusieurs pays latino-américains ont accordé le droit de vote



Carte 3 : Les 25 villes les plus peuplées du monde

à leurs émigrants vivant à l'étranger aux élections nationales (Mexique, Venezuela, notamment).

Une immigration de transit mexicaine et originaire d'Amérique centrale s'est ainsi installée à Mexico avec en ligne de mire la traversée de la frontière vers les États-Unis. Ainsi, les Indiens *otomis* du Mexique ayant migré de la campagne vivent à Mexico, valorisant la culture indienne à travers notamment le métier de la vente ambulante conciliant, pour les femmes, familles et travail. Depuis 1990, les flux migratoires vers les États-Unis se sont accrus, englobant des migrants aux profils très différents en termes d'âge, de sexe, d'origine ethnique ou de région d'origine, bien qu'il s'agisse toujours d'une migration des Indiens urbains ou ayant fait une expérience urbaine, et que la nécessité de migrer y soit moins impérative que dans les campagnes. Tandis que la migration interne au Mexique de la campagne vers la ville apparaît comme une stratégie alternative à la migration internationale, la migration internationale occasionne des réaménagements familiaux mais réussit surtout à ceux qui sont encadrés par des réseaux ethniques et dotés d'un capital social. Le franchissement de la frontière américano-mexicaine apparaît comme un objet de consommation courante, banalisé. Mais la migration des pauvres a lieu surtout à l'intérieur du Mexique alors que la plupart des migrants mexicains aux États-Unis ne sont ni des pauvres ni des ruraux : une tendance pour beaucoup de migrations futures, quand d'autres pauvres commenceront à partir.

L'AUSTRALIE, LA NOUVELLE ZÉLANDE ET LEURS VOISINS, UNE FRONTIÈRE INSULAIRE

L'Australie et la Nouvelle Zélande sont des pays d'immigration de peuplement, comme le Canada et les États-Unis. À la différence de l'Asie très peuplée, l'Australie, avec 21 millions d'habitants et la Nouvelle Zélande, avec 4 millions, sont entourées d'une cinquantaine de millions d'habitants seulement dans le Pacifique insulaire (Nouvelle Calédonie, Papouasie Nouvelle Guinée, Timor oriental, îles Fidji, Samoa, Vanuatu, Kiribati, Tuvalu, îles Salomon...).

Parmi les nouveaux entrants, figurent en tête, après les Britanniques et les Néo-Zélandais, les Indiens et les Chinois. Mais le pays est devenu à la fois plus cosmopolite et plus nationaliste. Chaque année, un chiffre d'immigration est fixé en fonction des besoins de main d'œuvre. L'accès à la nationalité a été allongé dans le temps et un nouveau test de citoyenneté a été mis en place dans ce pays de droit du sol. Avec la crise économique, l'Australie est redevenue très attractive pour les Européens, avec un taux de chômage de 5,3 % et une croissance de plus de 3 % : en 2008-2009 le programme d'immigration

concernait 170 000 personnes. Mais les professions prioritaires qui président à la politique des permis à points (140 types de visas différents) changent, pour rassurer la population inquiète sur les capacités d'intégration des nouveaux venus. L'accueil des demandeurs d'asile tamouls et afghans a aussi été revu à la baisse et une réforme de la politique des permis à points est en cours.

Comme l'Australie, la Nouvelle Zélande n'est pas à l'abri des catastrophes naturelles : le tremblement de terre de Christchurch de février 2011 et ses répliques ont renforcé l'émigration néo-zélandaise vers l'Australie, une attraction traditionnelle favorisée par un accord permettant aux deux pays d'avoir des travailleurs de part et d'autre de la mer de Tasman. Les deux premières nationalités sont les Britanniques et les Chinois, suivis par les Africains du sud, les Philippins et les Indiens dans ce pays où 20 % des habitants sont nés à l'étranger. Les démographes prévoient 790 000 personnes d'origine asiatique d'ici à 2026 tandis que les jeunes Néo-Zélandais quittent le pays.

Si la frontière est une réalité géographique, par l'éloignement et l'insularité, elle ne permet pas de sas de transit. Seules les îles entourant l'Australie en font fonction, quand l'Australie a refusé d'accueillir en 2001 les réfugiés du bateau Tampa, parti de Jakarta et dont l'odyssée s'est échelonnée des îles Christmas à Port-Moresby, Nauru, puis vers Auckland (Nouvelle Zélande) et Woomera. Plus de 4000 arrivées avaient eu lieu précédemment en 1999-2000.

On pourrait comparer cette gestion de la frontière insulaire à celle de très petites îles, comme Malte, les îles canaries, les îles grecques ou l'île de Lampedusa, qui répondent par l'internement à l'arrivée des sans-papiers et demandeurs d'asile.

RUSSIE/ CHINE ET ASIE CENTRALE : UN VASTE SYSTÈME MIGRATOIRE RÉGIONAL

Peut-on considérer la Russie comme faisant partie, au regard des migrations, des pays du nord ou des pays émergents (BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine)) ? Géographiquement, économiquement et démographiquement, la Russie se situe incontestablement au nord. Mais elle constitue une catégorie intermédiaire car elle est entrée tardivement dans le groupe des grands pays d'accueil, depuis l'effondrement de l'Union soviétique et qu'elle a défini les lignes de sa politique migratoire autour d'une politique de circulation de voisinage avec ses anciennes républiques du sud. En revanche, elle n'est pas à l'abri de l'un des plus puissants défis géostratégiques du monde en termes de migrations : son voisinage avec la Chine, où s'affrontent population contre richesse et territoires. La Russie est, après les États-Unis,

le pays qui a le plus grand nombre d'étrangers installés, 13 millions environ. Mais elle attire surtout une migration venue du sud et de l'est alors qu'elle peine à séduire des migrants venus de l'ouest.

À la migration de dissidence (les amis de l'URSS, réprimés chez eux et longtemps accueillis par ce pays phare pour les communistes du monde entier) ont succédé des formes de migrations diverses. La chute du rideau de fer a donné lieu à une intense mobilité interne, devenue internationale à l'intérieur de la CEI entre les anciennes républiques musulmanes (Asie centrale et sud Caucase), nouveaux États indépendants et la Fédération de Russie (Kazakhstan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Kirghizstan, Azerbaïdjan), et à une migration chinoise à l'est³. Même la Chine attire, avec un PIB qui augmente de 10,5 % par an. En revanche, la transformation de la Russie en grand pays d'accueil (quelques 13 à 15 millions d'immigrés dont plus des deux tiers en situation irrégulière) est mal acceptée par l'opinion publique malgré une démographie en baisse et une volonté d'émigrer chez les jeunes diplômés. Depuis 2000, 1,2 millions de Russes auraient quitté le pays.

La « croix russe » est le fruit d'une situation démographique préoccupante : forte de 142 500 000 habitants en 2011 (175 millions si l'on inclut ceux qui sont à l'étranger), la population sera d'une centaine de millions au milieu du siècle en raison d'une perte de 700 000 à 900 000 personnes par an. Le pays vieillit (2,2 millions de décès par an contre 1,2 million de naissances) et se dépeuple avec l'émigration. Les démographes ont appelé la « croix russe » une situation démographique où le taux de natalité est plus bas (0,91 %) que dans les pays riches et le taux de mortalité (1,54 %) plus élevé que dans les pays pauvres. D'ici 2025, la Russie devrait perdre entre 7 et 12 millions d'habitants selon les sources.

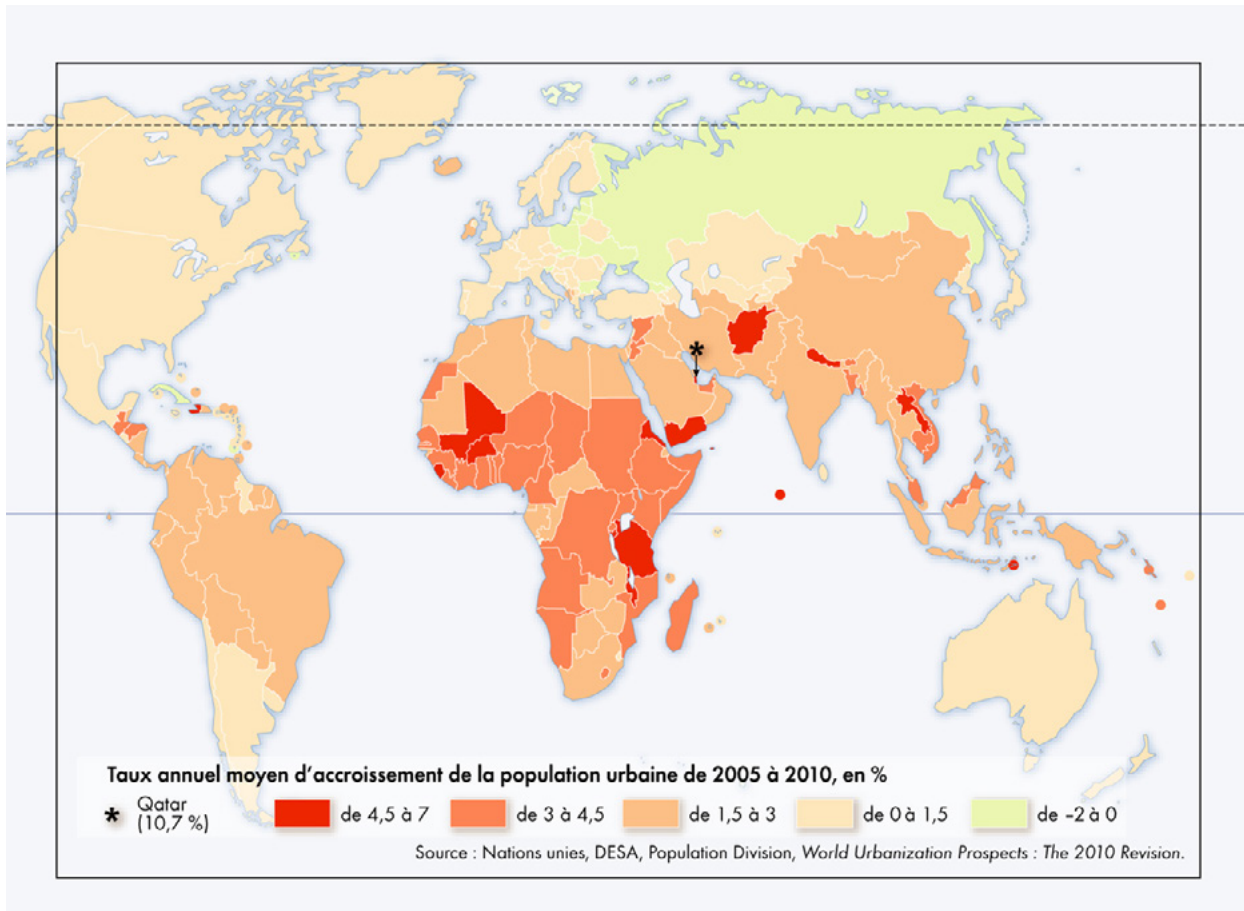
Les Sud-Caucasiens et les populations d'Asie centrale restent attirés par Moscou et Saint-Petersbourg à cause du soviétisme dans lequel ils ont été socialisés, de leur maîtrise de la langue russe et d'un système de visas de court séjour (jusqu'à un an) qui leur octroie la libre circulation à l'intérieur de la CEI. La Turquie, dont ils partagent pourtant la religion et dont la langue est proche de leur langue nationale, n'est qu'une destination seconde ou tierce, derrière le Kazakhstan, riche en matières premières et en chantiers de construction. En 2009, l'Ouzbékistan (321 000 originaires de ce pays en Russie), le Tadjikistan (172 000) et l'Ukraine (102 000) sont les pays de la CEI ayant fourni la plus importante main d'œuvre. Enfin, la menace chinoise est une donnée géopolitique où des territoires vides, riches en matières premières et peu exploités font face à une population très nombreuse,

séparée de la Russie par 4 300 kilomètres de frontières. Le thème de la menace chinoise a bonne presse en Russie, car le pays regarde davantage vers l'ouest que vers l'est. La moitié des Chinois sont installés à Moscou et travaillent dans les chantiers de construction, un exode encouragé par la Chine à cause des transferts de fonds. Mais la Chine est surtout attirée par trois immenses régions peu peuplées : l'Asie centrale, la Sibérie et l'extrême orient russe, riches en matières premières et en terres rares. Le commerce est florissant avec l'Asie centrale, mais existe aussi le long du transsibérien. La Sibérie ne représente que 12 % de la population (20 millions d'habitants) et 12 % du PIB russe. Ses ressources en charbon et en forêts (40 % de la forêt russe) sont tentantes pour la production de papier chinoise. Certaines régions frontalières à l'abandon sont déjà exploitées par des forestiers et des agriculteurs chinois. Enfin, l'extrême orient russe, qui ne représente que 5 % de la population totale russe (7,6 millions) possède les plus importantes réserves en métaux et minéraux rares ou stratégiques : or (55 % de la production nationale), diamants (100 %), tungstène (60 %), plomb (63 %), ainsi que des gisements de pétrole et de gaz les plus importants du pays comme sur l'île de Sakhaline. Mais cette région reste peu attractive pour les Russes. Les travailleurs migrants et les commerçants chinois traversent par milliers le fleuve Amour qui fait la frontière entre la Russie et la Chine pour y commercer et s'y distraire.

LE CAS EUROPÉEN, DOMINÉ PAR LA GESTION DE SES FRONTIÈRES

L'Europe est une région migratoire dominée par le souci de la gestion de ses frontières, à l'est et au sud. Longtemps terre de départ vers le nouveau monde et les colonies, elle est devenue un continent d'immigration et, sans l'avoir voulu, l'une des premières destinations au monde, car l'inversion des flux entre le Nord et le Sud est très récente, datant d'à peine une quarantaine d'années. Ainsi, 60 millions d'Européens embarquèrent pour les Amériques entre 1820 et 1914, dont 14 millions de 1900 à 1914 pour des raisons multiples : révolutions, calamités naturelles (comme la crise du phylloxera), persécutions religieuses et pogroms, surpeuplement des campagnes, service militaire souvent pluri-annuel, réseaux familiaux qui préparent ou paient la traversée de l'atlantique, abaissement du coût du voyage, ressources agricoles et minières du nouveau monde, opportunités de création d'entreprises. Une autre partie des Européens s'est dirigée vers les colonies. Ces départs ont représenté une ponction humaine considérable pour l'Europe. Dans les années 1950, elle restait le principal foyer de départ des immigrés, du sud de l'Europe vers le nord.

³ Anne de Tinguy, *op. cit.*

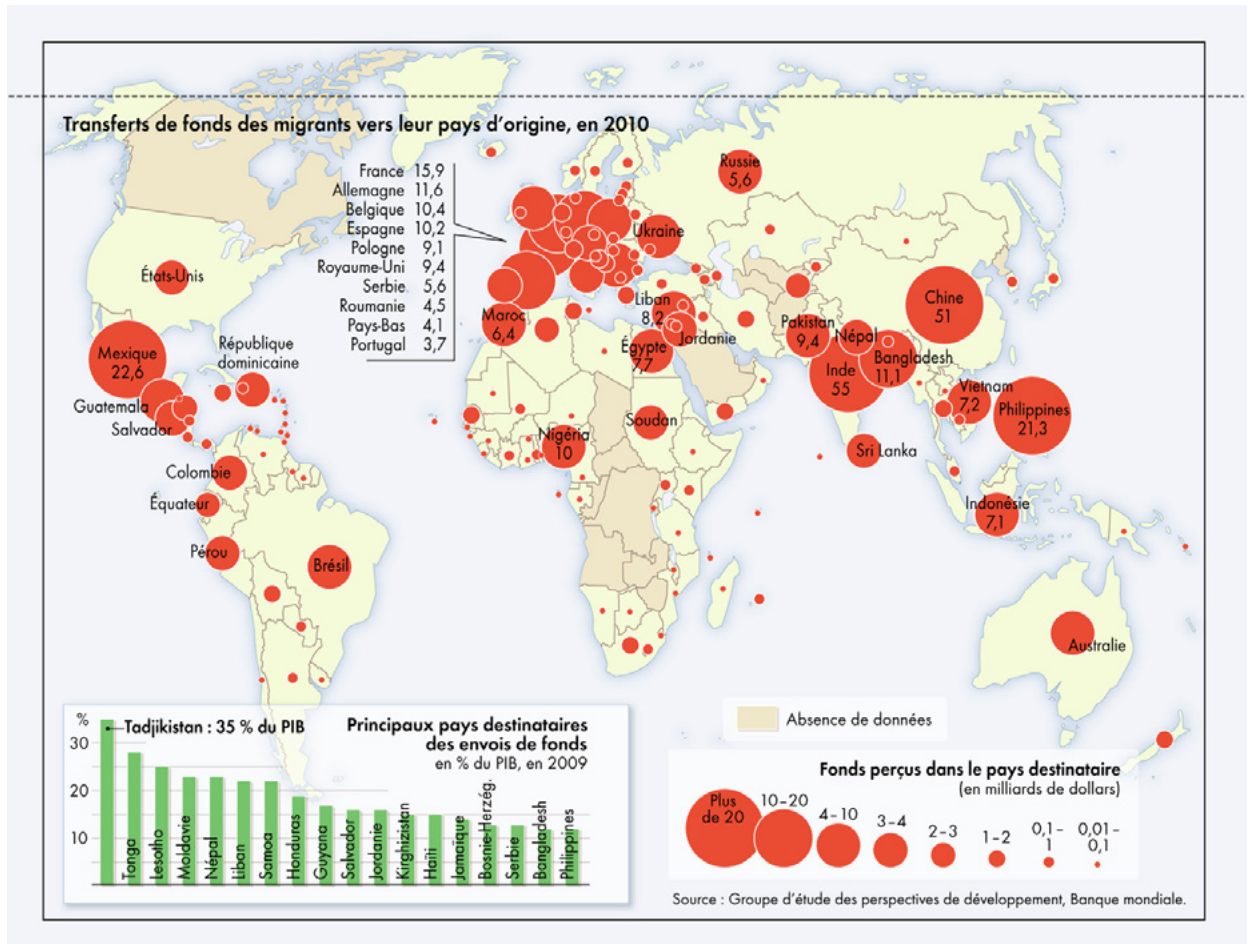


Carte 4 : L'urbanisation galopante des pays du Sud

Puis s'est amorcé le déclin de l'immigration de masse des Européens. Aujourd'hui, c'est du sud de la planète que partent l'essentiel des migrants. L'Europe ne joue plus qu'un rôle très secondaire dans l'alimentation des flux migratoires du monde du fait de l'achèvement de sa transition démographique et de sa faible fécondité. Elle peine à définir ses politiques de flux et les modalités de vivre ensemble, sous le regard d'une opinion publique gagnée par le populisme et les défis de l'ethnisation de la pauvreté. Mais elle continue à attirer car, confrontée à la mondialisation des flux migratoires, l'Europe est un carrefour de liens : familiaux, économiques, géographiques, historiques, linguistiques, culturels avec les régions de départ et de transit. Pourtant, l'immigration continue à être regardée comme une donnée temporaire alors qu'elle est devenue constitutive de sa population et de son identité. Les flux mondialisés qui touchent l'Europe sont le fruit de la conjonction d'une pluralité de facteurs survenus depuis ces vingt-cinq dernières années :

- //// le passage, pour les pays d'Europe du Sud et de l'Est, de pays d'émigration à des pays d'immigration ou de transit, certains pays étant devenus l'un et l'autre à la fois (Italie, Espagne, Portugal, Grèce, Pologne) ;
- //// l'explosion de la demande d'asile vers l'Europe dans les années 1990, dans des proportions inconnues jusque-là (Afrique des grands lacs, Balkans, Proche et Moyen-Orient, Amérique caraïbe), atteignant plus de 500 000 demandes par an au début des années 1990 avant de connaître une rapide décrue depuis les années 2000 ;
- //// l'activation de réseaux transnationaux légaux et illégaux, à l'origine de migrations en chaîne⁴, d'origine diasporique ou résultant d'une économie du passage ;

⁴ On appelle « migrations en chaîne » la spirale des migrations induite par la mobilité : le départ des uns entraîne des besoins de main d'œuvre donc de nouveaux migrants dans les zones de départ, tout en construisant une chaîne migratoire vers les pays d'accueil



Carte 5 : Les transferts de fonds contribuent au PIB

- //// le développement de migrations pendulaires⁵ d'aller-retours où l'on ne part plus définitivement mais pour de courtes durées avec pour but de rester dans de meilleures conditions chez soi, d'Est en Ouest de l'Europe, notamment car la liberté de circulation le permet ;
- //// la proximité géographique, rendue plus aisée par la baisse généralisée du coût des transports, aériens notamment, par une image de l'Europe véhiculée par les chaînes de télévision et de radio reçues dans les pays de départ, par les marchés locaux approvisionnés en produits manufacturés occidentaux et les transferts de fonds des migrants, qui suscitent une « envie d'Europe » dans les régions d'origine les plus enclavées.

Le profil des migrants s'est beaucoup diversifié au cours de ces dernières années. Ceux qui partent sont ceux

qui disposent d'un réseau, de famille installée à l'étranger, d'un pécule quand le franchissement des frontières est impossible par les voies légales : s'il n'y a pas de réseau, point de migrations. La seule exception à cette mobilité transnationalisée est la migration forcée des réfugiés. Ce sont moins la pression démographique (d'ailleurs en baisse, notamment au Maghreb) et la pauvreté qui poussent les gens hors de chez eux que l'attraction pour d'autres horizons, l'absence d'espoir sur place, le désir de se réaliser, la visibilité à travers les migrants de retour le temps des vacances d'une société de consommation et de liberté d'expression. Enfin et surtout, beaucoup de nouveaux migrants, de l'Est notamment mais aussi du Sud s'inscrivent dans une stratégie de co-présence⁶, ici et là-bas, surtout quand leurs titres de séjour, l'absence de visas ou la double nationalité le leur permettent.

⁵ Ce terme a surtout été utilisé pour analyser les migrations est-ouest en Europe lors de la chute du mur de Berlin

⁶ Selon le terme de Serge Weber, *Des chemins qui mènent à Rome*, Thèse de géographie, Université Paris I, décembre 2004. Cela suppose à la « double absence » des migrants des années 1960 et 1970 décrits par Abdelmalek Sayad et signifie l'existence d'une double vie entretenue par des liens permanents économiques, familiaux et affectifs.

L'Europe continue à manifester une attitude frileuse face aux migrations. Tandis qu'elle est confrontée au double défi du vieillissement des Européens et des pénuries sectorielles de main d'œuvre, deux réalités mises en évidence par un rapport du département de la Population des Nations Unies sur les migrations de remplacement de mars 2000, suivi par un Livre Vert européen de 2005, l'Europe, depuis 1974, dans la plupart des pays européens de l'Ouest, avait suspendu l'accès de ses frontières à l'immigration salariée, un régime d'exception comparé aux autres régions d'immigration du monde. Les effets pervers sont nombreux : entrées clandestines, sédentarisation des sans-papiers, esclavage moderne, détournement de la demande d'asile et du mariage à des fins de travail. Les secteurs qui manquent de main d'œuvre font appel à un volant d'immigration clandestine. Les politiques européennes, de même que celles des États, ont concentré leurs objectifs sur le contrôle des frontières, dans une vision sécuritaire habitée par le risque migratoire, le terrorisme, la criminalité organisée et la prévention des défis à « l'intégration ». Ainsi, les politiques d'immigration sont en permanent décalage avec la réalité des flux. Ce décalage est aujourd'hui mis en lumière par les politiques d'entr'ouverture des frontières. Les contradictions entre ces politiques largement communautarisées et la montée d'un néo-souverainisme autour de cette question dans les États européens cristallisent les positions chez les décideurs et dans l'opinion publique, encore peu acquise à l'idée que la mondialisation du phénomène migratoire trouve en Europe l'un de ses terrains d'élection.

CONCLUSION

La régionalisation des flux migratoires dans un contexte de mondialisation de ceux-ci est le résultat, non seulement d'une émergence des sud comme pôle d'attraction pour les nouvelles mobilités, mais aussi de l'élargissement des catégories de migrants, car si les plus pauvres ne sont pas encore partis, les migrants ne sont plus des analphabètes pris en charge comme main d'œuvre par les pays du nord, comme jadis dans le cas des travailleurs immigrés, ni une élite de réfugiés ou d'intellectuels éduqués venus pour faire des études ou des affaires, mais le fruit du vaste mouvement d'urbanisation de la planète qui met en mouvement des catégories de migrants, forcés et volontaires, de plus en plus nombreuses. Comme les plus pauvres vont moins loin dans leur odyssée migratoire que les plus déterminés et les plus nantis et comme de nouveaux pôles se sont dessinés ailleurs qu'au nord, on tend vers une régionalisation plus poussée des flux avec parfois des phénomènes de concurrence entre différentes régions et systèmes

migratoires : tel est le cas des migrants d'Asie centrale, pris entre le monde russe et le monde turc comme pôles d'attraction ou des migrants du Maghreb, attirés par l'Europe et les pays du golfe, selon les liens qu'ils ont tissés.

L'AUTEUR

Catherine Wihtol de Wenden est docteur en science politique de Sciences Po et directrice de recherche au CNRS (CERI-Sciences Po). Elle est une spécialiste des migrations internationales sur lesquelles elle travaille depuis une vingtaine d'années. Elle a été consultante pour divers organismes dont l'OCDE, la Commission européenne, le HCR, le Conseil de l'Europe. Depuis 2002, elle préside le Comité de recherche "Migrations" de l'Association internationale de sociologie. Elle est membre de la Commission nationale de déontologie de la sécurité entre 2003 et 2011. Elle est également membre du comité de rédaction des revues *Hommes et migrations*, *Migrations société et Esprit*. Juriste et politiste elle a mené de nombreuses enquêtes de terrain sur les relations entre les migrations et la politique en France. Ses recherches comparatives portent sur les flux, les politiques migratoires et la citoyenneté en Europe et dans le monde.

DERNIER OUVRAGE PARU

Migrations en Méditerranée: permanences et mutations à l'heure des révolutions et des crises, sous la direction de Camille Schmoll, Hélène Thiollet, Catherine Wihtol de Wenden, Paris, CNRS Éditions, novembre 2015.

IRMC

Catherine Wihtol de Wenden
*Mondialisation et régionalisation
des flux migratoires*

SOURCE : ALIA GANA, YANN RICHARD (DIR.), LA RÉGIONALISATION DU MONDE : CONSTRUCTION TERRITORIALE ET ARTICULATION GLOBAL/ LOCAL, IRMC/KARTHALA, COLLECTION HOMMES ET SOCIÉTÉS, PARIS, 2014.

<http://www.ifre.fr/c/1643>